



## 1 Bulletin du vendredi 03 octobre 2025

### \*\*Guerre en Ukraine et escalade des tensions Russie-Occident\*\*

La France est secouée par une série d'affaires judiciaires emblématiques révélant l'ampleur des violences sexuelles et les dysfonctionnements systémiques dans leur traitement. Le cas le plus médiatisé est celui de \*\*Salim Berrada\*\*, surnommé le \*« violeur de Tinder »\*, condamné en appel à \*\*20 ans de réclusion\*\* (peine maximale) pour le viol et l'agression de 17 femmes rencontrées via des applications de rencontre. Ce verdict, alourdi par rapport à la première instance (18 ans), marque une réponse pénale plus ferme, mais soulève des questions sur la prévention : Berrada avait pu agir pendant des années malgré des signalements. Parallèlement, en \*\*Gironde\*\*, huit hommes sont mis en examen pour des \*\*viols collectifs filmés\*\*, qualifiés d'actes de \*« torture et barbarie »\*. L'enquête a révélé un réseau organisé, avec des vidéos diffusées sur des plateformes libertines, illustrant l'essor de la \*« culture du viol »\* et l'exploitation numérique des victimes. Autre affaire symbolique : celle du \*\*psychanalyste Gérard Miller\*\*, mis en examen pour viols et agressions sur six patientes sous hypnose. Ces dossiers révèlent un \*\*modus operandi récurrent\*\* (emprise psychologique, exploitation de la vulnérabilité) et un \*\*délai moyen de 10 ans\*\* entre les faits et les plaintes, en raison de la honte ou de la méfiance envers la justice. Ces affaires s'inscrivent dans un contexte de \*\*mobilisation féministe\*\* (ex. : collectifs \*« Osez le Féminisme »\*) et de réformes législatives, comme l'allongement du délai de prescription pour les crimes sexuels sur mineurs. Pourtant, les associations dénoncent des \*\*lacunes persistantes\*\* : seulement \*\*10 % des viols\*\* aboutissent à une condamnation, selon les chiffres du ministère de la Justice.

### \*\*Attaque terroriste antisémite à Manchester et montée des violences antijuives en Europe\*\*

Le premier ministre \*\*Sébastien Lecornu\*\* incarne une \*\*précarité politique inédite\*\*, dans un contexte de fragmentation parlementaire et de tensions budgétaires. Son gouvernement, issu d'une coalition fragile (Renaissance, LR, PS), est \*\*menacé de censure\*\* par les deux bords : la droite (LR) refuse de participer sans concessions sur la \*\*baisse des dépenses publiques\*\*, tandis que la gauche (PS, LFI) exige des \*\*hausses d'impôts pour les riches\*\* (ex. : taxe Zucman sur les patrimoines). Lecornu tente un \*\*en même temps\*\* \*\*budgétaire\*\*, proposant des \*\*allégements fiscaux ciblés\*\* (prime Macron, heures supplémentaires) pour les classes moyennes, tout en annonçant des \*\*hausses pour les plus aisés\*\* (CSG sur le capital, durcissement du pacte Dutreil). Mais ces mesures, jugées \*\*trop floues\*\* par les économistes, peinent à convaincre. Le \*\*Medef\*\* mène une offensive contre la taxe Zucman, arguant qu'elle nuirait aux entreprises, tandis que des économistes comme \*\*Emmanuel Saez\*\* rétorquent que son assouplissement \*« viderait l'impôt de sa substance »\*. Parallèlement, Lecornu fait face à une \*\*crise de légitimité\*\* : son style \*« contorsionniste »\* (selon \*Le Figaro\*) et ses arbitrages perçus comme \*\*opportunistes\*\* (ex. : report des discussions sur la fin de vie) lui valent des critiques transversales. La \*\*menace d'une motion de censure\*\* plane, avec un risque de \*\*blocage institutionnel\*\* si LR et le PS refusent de voter le budget 2026. Cette instabilité reflète une \*\*crise plus large de la Ve République\*\* , où l'absence de majorité absolue rend tout gouvernement \*\*otage des rapports de force parlementaires\*\*.

### \*\*Vague de violences sexuelles et judiciarisation des affaires de viols en série\*\*

Voici une synthèse structurée des sujets les plus récurrents et marquants, organisés par thème, avec un résumé contextualisé pour chacun. Les doublons (comme l'attaque de Manchester) ont été fusionnés, et les sujets secondaires écartés pour privilégier l'actualité majeure.

### \*\*Crise politique et instabilité gouvernementale sous Sébastien Lecornu\*\*

—

**\*\*Débat sur la taxe Zucman et la fiscalité des ultra-riches en France\*\*****\*\*Crise économique en Argentine sous Javier Milei et rejet de l'austérité\*\***

La **\*\*guerre en Ukraine\*\*** entre dans une phase critique, marquée par une **\*\*escalade rhétorique et militaire\*\*** de la Russie et une **\*\*fragmentation de la réponse occidentale\*\***. Vladimir Poutine a multiplié les **\*\*déclarations belliqueuses\*\*** lors du forum de Sotchi (octobre 2024), accusant l'Occident de \*« militariser l'Europe »\* et promettant une \*« réponse aux menaces »\*. Ses propos visaient notamment la **\*\*France\*\***, après l'**\*\*arrasonnement du pétrolier russe \*Boracay\*\*\*** (immobilisé depuis septembre près de Saint-Nazaire pour soupçons de contournement des sanctions). Poutine a qualifié cette action de \*« piraterie »\*, tandis que Paris invoque le droit international. Sur le terrain, la **\*\*centrale nucléaire de Zaporijia\*\***, occupée par la Russie, est devenue un **\*\*enjeu stratégique\*\*** : Kiev accuse Moscou d'avoir **\*\*déconnecté le site du réseau ukrainien\*\*** pour le raccorder au système russe, ce que le Kremlin justifie par un \*« test »\*. Cette manœuvre, si elle était confirmée, violerait les accords de l'AIEA et risquerait un **\*\*accident majeur\*\***. Parallèlement, la **\*\*Hongrie de Viktor Orbán\*\*** joue un rôle perturbateur en **\*\*fournissant des drones à la Russie\*\***, selon Kiev, tout en bloquant des aides européennes à l'Ukraine. À **\*\*Copenhague\*\***, les Européens ont tenté de **\*\*renforcer leur coalition\*\*** contre Moscou, mais les divisions persistent sur le financement des armes (l'Allemagne freine, la Pologne pousse à l'escalade). Enfin, Poutine a exprimé son soutien au **\*\*plan de paix de Donald Trump\*\*** pour Gaza, révélant une **\*\*stratégie d'alliance avec l'extrême droite occidentale\*\*** (Trump, Le Pen) pour affaiblir le soutien à Kiev. Cette **\*\*guerre d'usure\*\*** s'inscrit dans un **\*\*conflit plus large\*\*** pour un \*« monde multipolaire »\*, où la Russie mise sur la **\*\*lassitude occidentale\*\*** et l'**\*\*élection américaine de 2024\*\*** pour imposer ses conditions.

**\*\*Menaces cybercriminelles et vulnérabilités des infrastructures critiques\*\***

L'**\*\*attaque au couteau devant une synagogue de Manchester\*\*** (2 octobre 2024), lors de **\*\*Yom Kippour\*\***, a fait **\*\*deux morts\*\*** et cinq blessés graves, marquant un **\*\*tournant dans la menace terroriste en Europe\*\***. L'assaillant, **\*\*abattu par la police\*\***, a ciblé \*« des juifs parce qu'ils étaient juifs »\*, selon le premier ministre britannique **\*\*Keir Starmer\*\***, qui a qualifié l'acte de \*« terrorisme »\*. Trois complices présumés ont été interpellés. Cette attaque s'inscrit dans un **\*\*contexte d'exacerbation de l'antisémitisme\*\***, lié à la **\*\*guerre Israël-Hamas\*\*** : depuis octobre 2023, le **\*\*Royaume-Uni\*\*** a enregistré une **\*\*hausse de 500 % des actes antisémites\*\*** (chiffres du \*Community Security Trust\*). Les **\*\*réseaux sociaux\*\*** amplifient la haine, avec des appels au boycott des commerces juifs et des théories du complot. En **\*\*France\*\***, la situation est similaire : les **\*\*manifestations pro-palestiniennes\*\*** (ex. : actions contre **\*\*Eurolinks\*\***, accusé de livrer des armes à Israël) dégénèrent parfois en violences, et les **\*\*synagogues\*\*** sont sous haute protection. Cette recrudescence interroge sur l'**\*\*efficacité des dispositifs de sécurité\*\*** : à Manchester, l'assaillant, connu des services de renseignement, avait **\*\*échappé aux radars\*\***. Les gouvernements européens, sous pression, renforcent les **\*\*mesures de surveillance\*\*** (ex. : plan Vigipirate en France), mais peinent à endiguer un phénomène **\*\*transnational\*\***, alimenté par des **\*\*groupes islamistes\*\*** (comme Hamas) et l'**\*\*extrême droite\*\***. L'**\*\*Union européenne\*\*** a appelé à une **\*\*« tolérance zéro »\*\***, mais les divisions persistent sur la **\*\*définition même de l'antisémitisme\*\*** (certains États, comme la Hongrie, minimisent le problème). Cette attaque rappelle celle de **\*\*Pittsburgh (2018)\*\*** ou de **\*\*Paris (Hyper Cacher, 2015)\*\***, et souligne l'**\*\*urgence d'une réponse coordonnée\*\*** contre un antisémitisme devenu **\*\*structurel\*\***.

**\*\*L'intelligence artificielle et ses dérives : entre révolution créative et risques sociaux\*\***